

irréfutables sur le fond. Quelques faits sont erronés : la mère de Nayyif, par exemple, n'était pas une princesse ottomane. De même, en affirmant que « 1957 était un moment où seuls les "compagnons de route" avaient défendu la neutralité » (p. 162), l'auteur reproduit sans réfléchir les polarités erronées de la guerre froide. Toutefois, ces erreurs ne mettent pas en question la solidité de son argumentation globale.

Lorsqu'il présente la situation politique des années 50, Satloff semble garder la situation actuelle à l'esprit. Le livre a été écrit pendant une période d'effervescence populaire qui s'est manifestée dans les révoltes du pain en 1989 et dans un fort soutien populaire à l'Irak durant la guerre du Golfe, fin 1990, début 1991. En même temps, les premières élections en Jordanie depuis plus de vingt ans inauguraient une période de libéralisation politique. Tout au long du livre, l'auteur loue les valeurs d'un gouvernement « fort » et dénigre les pratiques « libérales ». Ainsi, le chapitre sur la période du règne du Premier ministre Fawzi al-Mulqi, « *From Liberty to License* » (De la liberté à la permissivité), laisse-t-il entendre qu'une presse libre et la tolérance envers les partis d'opposition entraîneraient des troubles. En revanche, lorsqu'Abu'l-Huda truque les élections de 1954 (trois jours de révoltes violentes, au moins quinze morts), Satloff le critique uniquement pour avoir manœuvré trop visiblement. La préférence de l'auteur pour un gouvernement qui emploie la méthode forte vient peut-être de la position pro-israélienne du Washington Institute for Near East Policy et de son intérêt pour un roi Hussein favorable à la négociation avec Israël malgré la volonté de son peuple.

L'impact continu sur la Jordanie de la création de l'Etat d'Israël – avec les morts, les frustrations et les privations causées par le déplacement des Palestiniens, avec l'intégration de près d'un million de Palestiniens en Jordanie et les tensions et agressions frontalières permanentes des années 50 –, cet impact est passé sous silence tout au long du livre, peut-être de nouveau par égard pour la reprise des

négociations entre Israël et les Etats arabes à Madrid en 1991. Pour faire la paix dans les années 90, il peut sembler nécessaire d'oublier les blessures du passé – mais ce serait l'affaire des blessés, et non de l'historien...

En tant que lecteur ou écrivain, nous apportons tous un certain bagage à ce que nous choisissons d'étudier. C'est en partie ce qui rend la lecture et l'écriture de l'Histoire infiniment satisfaisantes – nous élaborons le présent selon ce que nous pensons du passé. Naturellement, le poids du bagage peut parfois faire sombrer l'effort de l'historien. Dans cet ouvrage, ce n'est pas le cas. Si les intérêts de l'auteur y sont quelquefois transparents, eh bien, au moins cela n'est-il pas dénué d'intérêt non plus...

MARY C. WILSON
Journal of Palestine Studies, n° 94, hiver 1995
Traduit de l'anglais par Nicola Hahn

KAMAL SALIBI. *THE MODERN HISTORY OF JORDAN* (L'HISTOIRE MODERNE DE LA JORDANIE). LONDRES/NEW YORK, I. B. TAURIS & CO., LTD., 1993, 275 p.

L'un des principaux obstacles rencontrés par celui qui veut connaître l'histoire jordanienne est le manque d'études fondées sur des sources locales. Mais un autre obstacle est constitué par les paramètres dans les limites desquels les historiens ont traditionnellement concentré leurs efforts. Dans les années 50, un modèle apparaît qui définit les champs d'investigation à couvrir et les sources qui seront alors utilisées. Les études sur l'histoire de la Jordanie parues depuis en Occident et en Israël sont en général des études d'histoire politique centrées sur quatre thèmes majeurs : l'autorité ottomane et « l'approvisionnement » des bédouins ; le rôle de la dynastie hachémite dans la fondation et la consolidation de l'Etat ; le caractère artificiel de la Jordanie en tant qu'entité politique et, par conséquent, sa dépendance vitale vis-à-vis de l'Occident ;

enfin, le conflit israélo-arabe et les relations entre la Jordanie et les Palestiniens.

La plupart des sources de ces études se composent de récits de voyage européens, de mémoires, d'archives coloniales britanniques, ainsi que d'archives jordaniennes saisies par Israël en 1967. Ces études ont rempli leur fonction, et le champ est maintenant préparé pour une nouvelle appréhension de l'histoire jordannienne qui romprait avec les restrictions et les sources traditionnelles. Malheureusement, *The Modern History of Jordan* ne contribuera pas à accomplir cette tâche. Le livre de Kamal Salibi, historien de renom, est, certes, une « interprétation » utile et lisible de l'histoire moderne politique de la Jordanie. Comme il le constate lui-même en introduction, elle s'adresse autant au lecteur ayant des connaissances générales, qu'au spécialiste du Moyen-Orient. Les notes en bas de page sont rares, la bibliographie sélective est brève et la présentation naïve. Mais étant donné le manque quasi absolu d'ouvrages qui retracent l'histoire du pays jusque dans les années 90, l'étude de Salibi est la bienvenue, surtout à un moment où l'intérêt des recherches sur la Jordanie grandit et où les thèmes de ces recherches tendent à être dominés par les chercheurs en sciences sociales. Cependant, l'ouvrage de Salibi n'offre pas grand chose de nouveau sur le plan de l'information ou de l'interprétation. Son utilité reste donc limitée.

The Modern History of Jordan est un livre modeste qui se fonde principalement sur des sources secondaires. En faisant débiter au III^e siècle avant J.-C. son récit historique sur la Jordanie « moderne », l'auteur suit l'exemple quasi canonique, mais pas très utile, de l'ouvrage de F. G. Peake, *Ta'rikh Sharq al-Urdunn wa Qaba'ilaha* (publié en anglais en 1958 sous le titre *A History of Jordan and Its Tribes*) et de celui de Benjamin Shwadran paru en 1958, *Jordan : A State of Tension*. L'auteur retrace ensuite de manière chronologique l'histoire politique de la Jordanie moderne jusqu'à la période de l'après-guerre du Golfe en 1991, en commençant par les dernières années du règne ottoman et en insistant lourdement

sur les sujets traditionnels de l'histoire politique jordannienne mentionnés plus haut.

Tout au long de l'ouvrage, les sympathies de l'auteur pour les Hachémites apparaissent clairement. Son histoire de la Jordanie moderne est une histoire d'Ottomans, de Britanniques, d'Hachémites et de Palestiniens – une histoire d'étrangers et de dynasties. Mais qu'en est-il des sociétés indigènes, de leurs structures, de leurs cultures, de leurs économies ? Salibi ne prête que peu d'attention à ces questions. Le titre d'un chapitre (il y en a onze), « *The Land and Its Story* » (Le pays et son histoire), laisse espérer une étude plus approfondie du pays et du peuple – mais il traite surtout de l'histoire politique ancienne et médiévale. Les autres chapitres tournent autour des thèmes traditionnels : ainsi « *The Dynastic Background* » (L'arrière-fond dynastique), où le nom de « Jordanie » n'apparaît que deux fois, « *The Founder* » (Le fondateur), « *Putting the Country together* » (Rassembler le pays) ou « *Abdullah and the Palestinians* » (Abdullah et les Palestiniens).

Nul ne met en doute l'importance des Hachémites ou des Palestiniens pour la Jordanie moderne. Mais c'est la concentration exclusive sur de tels sujets qui est inacceptable. Vue sous cet angle, l'étude de Salibi sur l'histoire de la Jordanie tombe dans les mêmes pièges où étaient déjà tombés nombre de politiciens et certains chercheurs en sciences politiques étudiant le pays : l'excessive importance accordée à l'histoire du régime. Comprendre les vices et les vertus des Hachémites ne suffit pas pour expliquer l'histoire moderne de la Jordanie.

Salibi est ainsi amené à trop ignorer les questions socio-économiques. La montée d'une classe de commerçants expatriés, peu nombreux mais fortunés, ainsi qu'un système foncier qui reconnaît le droit de propriété aux petits cultivateurs, par exemple, représentent pourtant des facteurs décisifs dans l'histoire du mandat. Si Salibi avait analysé davantage les questions économiques (en particulier les liens économiques irako-jordaniens), il n'aurait

peut-être pas affirmé que la Jordanie a soutenu l'Irak « *sans réserves ou calcul...* » pendant la guerre contre l'Iran de 1980 à 1988 (p. 260).

Lorsque Salibi consent à examiner les questions socio-économiques, il se range le plus souvent à l'opinion conventionnelle et se réfère aux sources convenues. Ainsi, le régime anglo-hachémite aurait-il instauré l'ordre à partir d'un chaos. Le pays, en 1920, était-il réellement en proie au « *désordre* » ou au « *désarroi* », comme l'auteur l'affirme (p. 89-91) ? Comment d'ailleurs doit-on entendre ces termes, et pourquoi un pouvoir central fort serait-il une meilleure option qu'une administration locale traditionnelle ?

En fait, *The Modern History of Jordan* pose la question de savoir si nous avons besoin d'un livre de plus sur l'histoire politique « officielle » jordanienne. Les sources locales capables d'éclairer considérablement l'histoire sociale, économique et culturelle de la Jordanie sont disponibles et facilement accessibles. Et il est d'ailleurs réconfortant de voir que commencent à apparaître des écrits fondés sur ces sources-là.

MICHAEL R. FISCHBACH
Journal of Palestine Studies, n° 94, hiver 1995
Traduit de l'anglais par Nicola Hahn